Les grèves n'écornent pas l'image de la France

Une majorité de dirigeants d'entreprise estime que l'attractivité du pays s'est améliorée depuis deux ans

lus de quarante jours de grève dans les transports, de manifestations et de blocages ont sans doute éreinité nombre d'usagers, mais n'ont pas écorné l'image de la France aux yeux des investisseurs étrangers. Du moins pour le moment. Selon une enquête diffusée par l'institut Kantar à la veille de l'opération Choose France-laquelle doit, pour latroisème année d'affillée, réunir, lundi 20 janvier à Versailles (Yuelines), des chefs d'entreprise étrangers autour du président de la République, Emmanuel Macron—, une partie encore minoritaire, mais une partie tout de même d'entre eux retire un sentiment négatif des grèves, celles-ci pouvant, à l'avenir, nuire à l'attractivité de l'Hexagone.

vant, à l'avenir, nuire à l'attractivité de l'Hexagone.

Tout dépendra de la manière dont l'exécutif gérera cette crise. Selon Christophe Lecourtier, directeur général de Business France, une sortie par le haut démontrerait que «l'on a réussi à sortir de la malédiction de la réforme des retraites et que la France continue à avancer». Une autre issue aurait un effet nettement plus délètère. En attendant, d'aucuns y voient le signe que les choses changenj et, à leurs yeux, dans le bon sens.

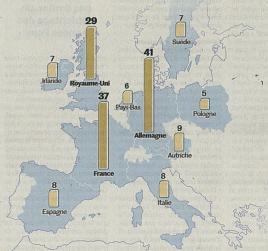
Contraint de reporter une mission, un dirigeant d'un grand groupe asiatique aurait déclaré «comprendre tout à fait que cela fasse partie des efforts pour réformer le pays», rapporte Lionel Grotto, directeur général de Choose Paris Region. «la beaucoup voyagé à l'étranger, notamment en Asie et au Moyen-Orient ces demières semaines, et l'effet des grèves est totalement indolore vu de là-bas, contrairement au mouvement des "gilets jaunes", qui inquiétait davantage, car il était perçu comme plus imprévisible et quasi insurrectionnel», note pour sa part Christopher Dembik, responsable de la recherche macroéconomique pour le groupe danois Saxo Bank.

Une perception que confirme l'étude menée par Kantar et Busi-

Une perception que confirme l'étude menée par Kantar et Business France. Ainsi, la France se stabilise et conserve sa deuxième place (derrière l'Allemagne, mais devant le Royaume-Uni) acquise en 2017 en matière d'attractivité pour les investisseurs étrangers. Deuxième enseignement: celle-ci ne s'est pas dégradée entre septembre-octobre 2019 et une deuxième vague d'enquête réali-

La France à la deuxième place des pays européens jugés les plus attractifs ...

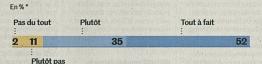
Si l'on évoque des pays européens dans lesquels il est intéressant pour les entreprises étrangères d'investir, à quels pays pensez-vous en premier? (deux réponses possibles) En %, en septembre et octobre 2019 *



*Sur 500 dirigeants interrogés venant d'Allemagne, du Royaume-Uni, des Etats-Unis, d'Inde et de Chine ** Sur 277 dirigeants interrogés venant d'Allemagne, du Royaume-Uni et des Etats-Unis

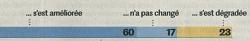
... en dépit du mouvement des « gilets jaunes »

Diriez-vous que la France est une destination attractive pour les investissements étrangers?



Diriez-vous qu'au cours des deux dernières années l'attractivité de la France...

attraction to



Personnellement, diriez-vous que le mouvement des « gilets jaunes » a eu un impact négatif sur l'attractivité de la France pour les investissements étrangers ?



Royaume-Uni, des Etats-Unis, d'inde et de Chine I Royaume-Uni et des Etats-Unis Infographie : Le Monde • Source : Business France, Kantar

sée fin décembre 2019-début janvier 2020. A plus long terme, six cadres dirigeants à l'étranger sur dix considèrent que l'attrait de la France a crû au cours des deux dernières années.

Vivier exceptionnel d'ingénieurs

Cette enquête, publiée après celle du cabinet FY le 13 janvier – qui confirmait la pole position de la France en Europe en termes d'attractivité industrielle –, est certer positive pour le pays. Néanmoins, elle dénote aussi, en creux, le recul de nos grands voisins, confrontés à des bouleversements majeurs (le Royaume-Uni se débat avec les affres du Brexti; l'Allemagne se trouve en fin de cycle politique). Quant aux Etats-Unis, ils font face à un retour en force du protectionnisme... «Or, ce que plébiscitent les investisseurs, c'est la stabilité de l'environnement fis-

L'amélioration des relations entre les administrations et les sociétés semble porter ses fruits

cal, juridique ou politique », souligne M. Lecourtier. A défaut d'offrir cette pleine stablilité, la France présente aujourd'hui, selon lui; «levisage d'un pays qui s'est remis en mouvement après une longue période d'immobilisme ».

Les entreprises étrangères installées dans l'Hexagone, et que *Le Monde* a sondées, saluent trois atouts majeurs. D'abord, le pays jouit d'un vivier exceptionnel d'ingénieurs très bien formés et "moins chers que dans la Silicon Valley », observe Olivier Derrien, directeur général de l'éditeur de logiciels Salesforce, qui a décidé, en 2018, d'investir 2,2 milliards de dollars (2 milliards d'euros) en France sur cinq ans. Ensuite, il s'appuie sur une recherche et développement (R&D) de haut niveau, ajoute Frédéric Rivain, cofondateur et directeur technique de Dashlane, un éditeur de gestionnaires de mots de passe établi à New York, et qui compte environ 120 personnes à Paris. Enfin, il a su créer un écosystème de start-up et d'entreprises technologiques que l'on ne retrouve pas ailleurs sur le Vieux Continent.

Pour la cinquième année de suite, l'Hexagone était le deuxième pays représenté au Consumer Electronics Show (CES), grand-messe annuelle de

l'électronique mondiale, qui vient de se tenir à Las Vegas. En outre, les entreprises trouvent en France de l'immobilier de bureau encore accessible (par rapport à Londres), un foncier abondant et une position géographique centrale.

tion géographique centrale.
Du côté des réformes, l'amélioration des relations entre les administrations et les entreprises semble porter ses fruits, avec le droit à l'erreur. «Il y a aujouarl'hui un véritable dialogue entre les deux parties et une qualité d'échange incomune jusqu'à présent », se réjouit Laurence Faqueu, déléguée générale de la Ficime (Fédération des entreprises internationales de la mécanique et de l'électronique), qui représente 417 entreprises et 100000 emplois directs.

Les 140 grands patrons étrangers conviés à Versailles s'apprêtent-ils donc à délivrer un total satisfecit à Emmanuel Macron? Tant s'en faut. Quelques points saillants demeurent à l'ordre du jour, notamment au niveau des implantations industrielles, qui restent difficiles.

Dans ce domaine, le gouvernement, de concert avec les territoires et les acteurs privés, met au point un « catalogue » de sites clés en main (réhabilités, équipés, connectés aux réseaux), afin que les entreprises puissent y investir et y déployer des activités de production dans des délais suffisamment courts pour être attractifs. Autre point sur leque les dirigeants d'entreprise sont particulièrement vigilants : la formation de la main-d'œuvre, alors que les pénuries se développent et que le coût du travail augmente, tout comme l'insécurité juridique liée aux évolutions du code du travail et de la réglementation. @

mentation.

BÉATRICE MADELINE